



Institut
EGA



DGRIS

Frontière nord-américaine : recomposition des enjeux sécuritaires des États-Unis face au changement climatique

Marion Dussuchal

Chercheuse en géopolitique du changement climatique

Programme Jeunes chercheurs – Institut d'études de géopolitique appliquée

Avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) – Ministère des Armées (France)

12 août 2025

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2025.

Comment citer cette publication :

Marion Dussuchal, *Frontière nord-américaine : recomposition des enjeux sécuritaires des États-Unis face au changement climatique*, Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 12 août 2025.

Institut d'études de géopolitique appliquée

121 rue du Vieux Pont de Sèvres 92100 Boulogne-Billancourt

Courriel : secretariat@institut-ega.org - Site internet : www.institut-ega.org

AVERTISSEMENT

Frontière nord-américaine : recomposition des enjeux sécuritaires des États-Unis face au changement climatique

L’Institut d’études de géopolitique appliquée (Iega) est l’un des *think tanks* français de référence dans l’analyse des relations internationales. Depuis sa fondation, l’Iega est guidé par la volonté d’associer société civile, acteurs institutionnels et scientifiques dans le domaine de l’analyse géopolitique. Guidé par le souci d’indépendance et d’objectivité tout autant que par l’aspect humain, il œuvre en ce sens à travers la publication de travaux scientifiques en libre-accès, ainsi que par l’organisation d’événements et de formations accessibles au plus grand nombre.

Cette étude est publiée dans le cadre du programme *Jeunes chercheurs* de l’Institut d’études de géopolitique appliquée, en partie financé par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (Dgris) du ministère français des Armées.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Institut d’études de géopolitique appliquée, 12 août 2025.

SOMMAIRE

Résumé	2
Abstract	3
Introduction	4
Frontière américano-canadienne : velléités économiques, sécurité énergétique et gestion des crises environnementales majeures	4
<i>L'Arctique ou le redéploiement stratégique des intérêts américains vers le nord.....</i>	<i>4</i>
<i>Ressources naturelles : quelle évolution face au changement climatique ?</i>	<i>5</i>
<i>Gestion des crises environnementales majeures</i>	<i>6</i>
Recomposition stratégique à la frontière américano-européenne	7
<i>Les ambitions de Donald Trump de racheter le Groenland.....</i>	<i>7</i>
<i>L'insertion des États européens dans les relations transatlantiques</i>	<i>8</i>
Conclusion.....	8

Résumé

Cette note analyse comment le changement climatique redéfinit les priorités sécuritaires des États-Unis sur leurs frontières nord et transatlantique, en particulier dans les relations avec le Canada et l'Europe sous la seconde administration de Donald Trump.

Historiquement marquée par la coopération économique et la gestion pacifique, la frontière américano-canadienne est désormais influencée par trois grands enjeux :

- L'Arctique – La fonte des glaces et l'ouverture de nouvelles voies maritimes, comme celle de la mer de Beaufort, ravivent l'intérêt américain pour ses ressources énergétiques et sa position stratégique face à la Chine et à la Russie. Cette situation transforme le Canada en partenaire mais aussi en concurrent, ses ambitions en Arctique divergeant parfois de celles de Washington.
- Les ressources naturelles – Les échanges énergétiques, pilier des relations bilatérales, sont mis à mal par les droits de douane imposés par Trump et par des projets contestés comme l'oléoduc Keystone XL. Les divergences sur les politiques climatiques et la gestion des ressources en eau renforcent l'idée, au Canada, de diversifier ses partenariats.
- La gestion des crises environnementales – Malgré les tensions, les deux pays coopèrent encore sur les pollutions transfrontalières et les feux de forêt, mais ces mécanismes risquent d'être fragilisés par l'aggravation des risques climatiques.

Sur le plan transatlantique, la note met en lumière les tensions autour du Groenland, que Donald Trump a publiquement envisagé de racheter au Danemark, tout en cherchant à placer l'île sous le commandement militaire nord-américain. Cette position entre en conflit avec les intérêts européens, suscitant des réactions fermes de la France et du Danemark, plaçant l'Union européenne comme acteur direct de ce dossier.

Ces tensions ont favorisé un rapprochement stratégique entre le Canada et l'UE, illustré par le sommet UE–Canada de juin 2025, axé sur le climat, l'énergie et la transition écologique. L'hypothèse d'une adhésion du Canada à l'UE, bien que peu probable, symbolise un changement profond des équilibres transatlantiques.

Le changement climatique reconfigure les priorités sécuritaires américaines, poussant le Canada, allié historique, à rechercher des partenaires partageant davantage ses valeurs et ses objectifs, en particulier en Europe.

Abstract

The article examines how climate change is reshaping U.S. security priorities along its northern and transatlantic borders, with particular focus on relations with Canada and Europe under Donald Trump's second administration.

Historically marked by economic cooperation and peaceful management, the U.S.–Canada border is now influenced by climate-related challenges that intersect with strategic and resource-based competition. Three main issues define the evolving U.S. stance toward Canada:

- The Arctic – Melting ice and shifting navigation routes, such as through the Beaufort Sea, have renewed U.S. interest in the Arctic, both for its potential energy resources and its strategic importance in countering Chinese and Russian ambitions. This has turned Canada into both a partner and a competitor, as Washington's assertive Arctic policies sometimes conflict with Ottawa's own priorities.
- Natural Resources – Energy trade remains central to U.S.–Canada relations, but Trump's tariffs and attempts to revive projects like the Keystone XL pipeline have strained ties. While Canada aims to position North America as a secure energy superpower, trade disputes and differing climate policies have led to calls for diversifying partnerships. Water resources, historically managed through bilateral agreements, also risk becoming points of contention under a more laissez-faire U.S. approach.
- Environmental Crisis Management – Despite tensions in other areas, the two countries continue to cooperate on transboundary environmental issues, such as air pollution and wildfire response, though these mechanisms face increasing pressure from climate-driven risks.

The second part addresses U.S.–Europe dynamics, with a spotlight on Greenland. Trump's proposal to buy Greenland from Denmark — and his move to shift its defense under U.S. Northern Command — directly challenges European interests. While France and Denmark openly oppose such annexation ambitions, the EU has become an active stakeholder in the debate.

This tension has opened the door to stronger Canada–EU cooperation, as illustrated by the June 2025 EU–Canada Summit, where leaders pledged to pursue an ambitious climate and energy partnership. The possibility of Canadian EU membership, while unlikely, symbolizes a profound shift in transatlantic alignments driven in part by climate change.

Climate change is redefining U.S. security concerns on its northern frontier, pushing Canada — traditionally a close military and energy ally — to seek new partners whose values and strategic goals align more closely with its own, particularly in Europe.

Introduction

En dépit de l'asymétrie évidente entre les États-Unis et le Canada¹, la frontière américano-canadienne connaît de nouvelles dynamiques depuis l'arrivée à la Maison-Blanche de la seconde administration de Donald Trump. Historiquement marquée par la coopération économique et la gestion pacifique, elle est désormais influencée par les enjeux liés au réchauffement climatique, lesquels affectent directement la dimension sécuritaire de la frontière nord-américaine. Celle-ci pourrait ainsi devenir un terrain d'intensification des rivalités autour des ressources naturelles du Nord, notamment en Arctique ; des rivalités face auxquelles les États membres de l'Union européenne (UE) envisagent déjà des réponses visant également à sécuriser leurs propres intérêts.

La présente note a donc pour objectif d'analyser la manière dont les enjeux sécuritaires des États-Unis à la frontière nord se trouvent redéfinis par le changement climatique. Une première partie sera consacrée à la frontière américano-canadienne et une seconde à celle avec l'Europe.

Frontière américano-canadienne : velléités économiques, sécurité énergétique et gestion des crises environnementales majeures

Cette partie a pour objectif d'analyser la position de l'administration Trump face à trois enjeux sécuritaires majeurs pour les États-Unis, dans lesquels le Canada est directement impliqué : la question de l'Arctique, l'évolution des échanges énergétiques et la gestion conjointe des crises environnementales majeures affectant l'un et l'autre des deux voisins.

L'Arctique ou le redéploiement stratégique des intérêts américains vers le Nord

Le plateau continental élargi — La question du plateau continental élargi constitue depuis plusieurs années un différend entre les États-Unis et le Canada². Toutefois, le réchauffement climatique, en modifiant les conditions de navigation du passage du Nord par la mer de Beaufort³ et en ravivant les enjeux liés au plateau continental, a renforcé les intérêts stratégiques exprimés par Donald Trump depuis le début de son second mandat⁴.

¹ Ana POUVREAU, « Les relations stratégiques entre le Canada et les États-Unis », *Conflits*, n°56, 27/04/2025.

² Gouvernement du Canada, « Demande partielle du Canada à la Commission des limites du plateau continental concernant son plateau continental dans l'océan Atlantique », 2013.

³ U.S. Department of Defense, *Arctic Strategy*, 2024.

⁴ The White House, « Fact Sheet: President Donald J. Trump Unleashes America's Offshore Critical Minerals and Ressources », *Fact Sheets*, 24/04/2025.

L'Arctique présente un intérêt particulier pour Washington, non seulement en raison de ses potentielles ressources énergétiques, mais aussi parce qu'il s'agit d'une zone où les ambitions chinoises entrent directement en concurrence avec celles des États-Unis⁵. Par ailleurs, la poursuite des investissements russes en Arctique, malgré le conflit en Ukraine, incite Washington à accorder à cette région une attention accrue⁶.

États-Unis et Canada : de partenaires à compétiteurs — Le Canada nourrit lui aussi des ambitions en Arctique, mais celles-ci diffèrent partiellement de celles de son voisin du Sud. Les positions américaines sur cette région imposent à Ottawa de renforcer sa propre stratégie arctique⁷, une zone pourtant déjà centrale pour ses intérêts nationaux⁸. Cette double posture, à la fois partenaire et concurrent, est en partie dictée par Washington.

Partenaire, d'abord, par tradition de coopération et face aux menaces chinoise et russe en Arctique⁹, menaces également au cœur de la stratégie américaine. Concurrent, ensuite, du fait de l'approche offensive des États-Unis sur certains dossiers, intégrant l'Arctique dans une « matrice plus large de préoccupations »¹⁰ stratégiques.

Ressources naturelles : quelle évolution face au changement climatique ?

Les énergies — L'énergie constitue le premier poste des échanges commerciaux entre les États-Unis et le Canada¹¹. En février 2021, les deux gouvernements ont lancé une *Feuille de route pour un partenariat renouvelé États-Unis – Canada* et un *Dialogue ministériel de haut niveau entre les États-Unis et le Canada sur l'ambition climatique*¹². Cependant, certaines décisions de l'administration Trump, visant notamment les institutions chargées des questions environnementales, y compris celles collaborant avec le Canada¹³, fragilisent ces initiatives.

Alors que la première administration Trump avait cherché à renforcer les échanges commerciaux avec le Canada, Washington a par la suite augmenté sensiblement les droits de douane¹⁴. En réaction, quatorze PDG représentant les quatre principales entreprises canadiennes de pipelines ont plaidé pour diversifier les partenaires économiques du pays¹⁵.

⁵ Lisa BAERTLEIN, « Eyeing Arctic dominance, Trump bill earmarks \$8.6 billion for US Coast Guard icebreakers », *Reuters*, July 3, 2025.

⁶ Jim GARAMONE, « China Increasing Interest in Strategic Arctic Region », U.S. Department of Defense, December 5, 2024.

⁷ Elliott DUMOULIN, « Canada's Arctic territory is increasingly vulnerable to external threats », *Le Monde*, April 27, 2025.

⁸ Thomas S. AXWORTHY, « The Arctic: A Primary Canadian National Interest », *The Institute for Peace & Diplomacy*, May 15, 2023.

⁹ « Canada's Arctic strategy designed to counter Chinese, Russian threats », *Indo Pacific Defense Forum*, February 11, 2025 ; Ilya GRIDNEFF, « Canada bolsters Arctic security to counter Russia-China threat », *Financial Times*, December 6, 2024.

¹⁰ Klaus DODDS, « Que veut Trump en Arctique ? Géopolitique des ambitions impériales au Groenland », *Le Grand Continent*, 21 février 2025.

¹¹ « Déficit commercial des États-Unis avec le Canada : mythes et réalités », ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, Direction générale du Trésor, Ambassade de France au Canada, Service économique régional d'Ottawa, 14 janvier 2025.

¹² Gouvernement du Canada, « Collaboration du Canada pour le climat et l'environnement dans les Amériques », consulté le 28 juillet 2025.

¹³ Alexandre SHIELDS, « Trump à l'assaut d'une référence mondiale de la recherche scientifique », *Le Devoir*, 14 février 2025.

¹⁴ Christopher HERNANDEZ-ROY, « Effects of the Trump Administration's Tariff Threats Against Canada and Mexico », *Center for Strategic & International Studies*, March 31, 2025.

¹⁵ *Ibid.*

La volonté de Donald Trump de relancer le projet d'oléoduc transfrontalier Keystone XL¹⁶, jugé trop polluant par Barack Obama¹⁷, se heurte aux incertitudes canadiennes liées aux aléas diplomatiques et économiques de sa présidence¹⁸. Bien que le Canada ait exprimé sa volonté de faire du continent nord-américain une « superpuissance énergétique sûre »¹⁹, la hausse des droits de douane fragilise les relations énergétiques bilatérales²⁰.

Les ressources en eau — En raison du partage de nombreux cours d'eau et espaces maritimes, États-Unis et Canada sont liés par de multiples accords²¹, dont certains ont été actualisés sous l'administration Biden pour intégrer les impacts du changement climatique²². L'approche de Donald Trump, davantage marquée par le « laissez-faire »²³, contraste avec celle, plus protectrice, de son prédécesseur²⁴.

La gestion des ressources en eau, enjeu vital, contribue ainsi à transformer la relation entre partenaires en une relation parfois concurrentielle. Les déclarations de Donald Trump affirmant vouloir faire du Canada le 51^e État américain s'inscrivent dans une logique visant à exploiter ou acquérir des ressources jugées essentielles à la protection des intérêts vitaux des États-Unis²⁵.

Gestion mutuelle des crises environnementales majeures

Si l'Arctique et les enjeux énergétiques tendent à fragiliser les relations bilatérales, les deux pays continuent néanmoins de coopérer face aux crises environnementales d'ampleur. La gestion des impacts des pollutions transfrontalières et des catastrophes environnementales est appelée à devenir un enjeu croissant avec l'aggravation du réchauffement climatique.

La question de la pollution de l'air, en particulier, demeure centrale malgré l'existence de l'Accord Canada-États-Unis sur la qualité de l'air²⁶. L'augmentation des feux de forêt²⁷ oblige

¹⁶ AFP, « Donald Trump demande la reprise de la construction de l'oléoduc Keystone XL abandonné sous Joe Biden », *Le Monde*, 25 février 2025.

¹⁷ AFP, « Trump se prononce pour la construction de l'oléoduc abandonné sous Biden », *La Presse*, 24 février 2025.

¹⁸ Alexandre SHIELDS, « Le gouvernement Trudeau ouvert à une 'conversation' sur la relance de Keystone XL », *Le Devoir*, 25 février 2025.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Gouvernement du Canada, « L'engagement du Canada auprès des États-Unis », consulté le 28 juillet 2025.

²¹ Gouvernement du Canada, « Collaboration du Canada pour le climat et l'environnement dans les Amériques », consulté le 28/07/2025 ; International Joint Commission, « Transboundary Waters », consulté le 28 juillet 2025.

²² Christopher SANDS, « Water Diplomacy Flows Through US – Canadian Relations », *Wilson Center*, Canada Institute, July 22, 2025.

²³ Gail KRANTZBERG, « Troubled waters: New U.S. policies put Canada's water security at risk, expert warns », *McMaster University*, February 21, 2025.

²⁴ Ruxandra PAVELCHIEVICI, « Présidence américaine : que retenir du bilan environnemental de Joe Biden ? », *The Conversation*, 27 octobre 2024.

²⁵ Elliott DUMOULIN, « Trump eyes Canada's water to fight shortages in the US », *Le Monde*, March 15, 2025 ; Leyland CECCO, « US pauses water-sharing negotiations with Canada over Columbia River », *The Guardian*, March 12, 2025 ; Jasmine LEGENDRE, « Une guerre de l'eau entre les États-Unis et le Canada est-elle un scénario plausible ? », *Le Devoir*, 5 juin 2025 ; Sébastien TANGUAY, « "Donald Trump a besoin d'eau. Et il le sait." », *Le Devoir*, 7 juin 2025.

²⁶ Gouvernement du Canada, « Aperçu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis sur la qualité de l'air », consulté le 28 juillet 2025.

²⁷ « Carte actualisée des feux de forêts et fumées dans le monde », *Planete.info*, consulté le 27 juillet 2025.

les deux pays à coopérer étroitement, tant pour lutter contre ces incendies que pour limiter les dommages qu'ils provoquent²⁸.

La Commission mixte internationale, chargée de superviser les conséquences des activités bilatérales sur les ressources en eau et leur pollution²⁹, risque elle aussi de voir son mandat fragilisé par l'augmentation des risques environnementaux liés au changement climatique.

Recomposition stratégique à la frontière américano-européenne

La frontière américano-européenne est, elle aussi, affectée par les impacts du changement climatique, tant dans la manière dont Washington et Bruxelles se positionnent l'un vis-à-vis de l'autre que dans leurs interactions avec les territoires stratégiques. Il s'agit ici d'abord d'examiner leur position respective concernant la question du Groenland, avant d'aborder l'intégration des États européens dans les relations avec leurs partenaires nord-américains.

Les ambitions de Donald Trump de racheter le Groenland

Il ne s'agit pas ici de revenir sur les raisons ayant conduit les États-Unis à porter un intérêt accru à la région polaire depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche³⁰, cet aspect ayant déjà été esquissé dans la première partie de cette note. En revanche, il convient de souligner la place centrale qu'occupent les États-Unis dans la sécurisation énergétique et stratégique du Groenland, élément sur lequel Washington fonde sa légitimité à revendiquer un contrôle sur ce territoire³¹.

À défaut d'en réaliser l'acquisition pleine et entière, Washington envisage d'autres options, telle que la *Compact of Free Association* (COFA)³². Dans cette attente, l'administration Trump a d'ores et déjà demandé que le Groenland soit placé sous la responsabilité du US Northern Command plutôt que du *US European Command*³³ ; une décision hautement symbolique, traduisant clairement la volonté de placer le Groenland sous la même protection que celle du territoire américain³⁴.

Cette position entre toutefois en collision directe avec les intérêts des nations européennes. Si tous les États membres ne mesurent pas encore pleinement la portée de telles déclarations³⁵, la

²⁸ Elie GUIDI, « Feux de forêt : la Californie et le Canada sinistrés par des incendies géants », *La Croix*, 29 juillet 2024.

²⁹ « Le rôle de la CMI », *Commission mixte internationale*, consulté le 27 juillet 2025.

³⁰ Edouard CHAPLAULT-MAESTRACCI, « Groenland : le peuple, un enjeu majeur », *Conflits*, 15 mai 2025.

³¹ Klaus DODDS, *op. cit.*

³² *Reuters*, « US considers special status for Greenland amid Trump push for control », *The Guardian*, May 9, 2025.

³³ *U.S. Northern Command*, « Greenland now in U.S. Northern Command area of responsibility », Press Release, June 17, 2025 ; Astri EDVARDSEN, « Trump Places Greenland Under US Northern Command », *High North News*, June 24, 2025.

³⁴ Paul MCLEARY et Phelim KINE, « Pentagon to redraw command map to more closely align Greenland with the US », *Politico*, February 6, 2025.

³⁵ Jérémie GALLON, « Chaque jour nous rapproche de l'annexion du Groenland par les États-Unis », *Le Monde*, 23 avril 2025.

France, pour sa part, a affirmé que « les frontières du Groenland seraient défendues si Trump procédait à une action militaire »³⁶. Le Danemark, quant à lui, s'oppose fermement à tout projet d'annexion³⁷. Ainsi, la question du rachat du Groenland, initialement objet d'un dialogue tripartite, est devenue un échange quadripartite incluant désormais l'Union européenne dont le Groenland ne fait partie qu'indirectement, via son rattachement au Danemark, et non à titre autonome³⁸.

L'insertion des États européens dans les relations transatlantiques

Face à la volonté de Donald Trump de faire du Canada le 51^e État des États-Unis et de racheter le Groenland au Danemark, une nouvelle forme de coopération transatlantique pourrait émerger entre le Canada et l'Union européenne³⁹. Cette perspective représente une opportunité stratégique tant pour Ottawa que pour Bruxelles. Lors du Sommet UE-Canada de juin 2025, les dirigeants ont d'ailleurs affirmé clairement : « *Nous sommes unis dans notre objectif de forger un nouveau partenariat ambitieux et global qui réponde aux besoins d'aujourd'hui et évoluera pour relever les défis et saisir les possibilités de demain* »⁴⁰.

L'action climatique et énergétique figure parmi les axes majeurs de ce rapprochement, les deux parties ayant réaffirmé au cours de ce sommet leur volonté commune de s'engager pleinement dans la transition écologique⁴¹. Si l'adhésion du Canada à l'Union européenne reste hypothétique, elle symbolise néanmoins un changement profond dans la relation historique entre Washington et Ottawa, changement dont le réchauffement climatique est l'un des catalyseurs majeurs.

Le changement climatique redéfinit les enjeux sécuritaires des États-Unis sur leur frontière nord. Le Canada, partenaire historique sur les plans militaire, énergétique et dans la gestion de certaines crises environnementales, se retrouve directement concerné par les ambitions économiques et stratégiques du gouvernement Trump. Cette situation l'incite à rechercher de nouveaux alliés partageant des valeurs et des objectifs plus proches des siens : les nations européennes.

³⁶ Klaus DODDS, *op. cit.* ; « La France met en garde Trump contre les menaces militaires de prise de contrôle du Groenland », *Radio France International*, 1^{er} janvier 2025.

³⁷ AFP, « Le Danemark réaffirme que le Groenland 'n'est pas ouvert à l'annexion' par les États-Unis », *Le Monde*, 14 mars 2025.

³⁸ Astrid NONBO ANDERSEN, « Groenland, Danemark et États-Unis : le passé colonial dans la dynamique actuelle », *CNRS, Sciences Po*, 14 février 2025.

³⁹ Ashifa KASSAM, « Canada won't become the 51st US state – but could it join the EU? », *The Guardian*, June 8, 2025 ; Frédéric MERAND, « Voici comment le Canada peut se rapprocher davantage de l'Europe », *Options Politiques*, 14 mars 2025.

⁴⁰ « Sommet UE-Canada, 23 juin 2025 », *Conseil de l'Union européenne*, 23 juin 2025.

⁴¹ « Sommet UE-Canada : une nouvelle ambition pour notre partenariat stratégique », *Représentation en France, Union européenne*, 20 juin 2025 ; « Déclaration commune : Un partenariat durable, un programme ambitieux », *Premier ministre du Canada*, 23 juin 2025.



Institut
EGA



DGRIS

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2025.

Institut d'études de géopolitique appliquée
121 rue du Vieux Pont de Sèvres 92100 Boulogne-Billancourt
Courriel : secretariat@institut-ega.org
Site internet : www.institut-ega.org